



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

Bureau de la réglementation
et des élections

Arrêté complémentaire portant autorisation de changement d'exploitant
N°DCL-BRENV-2024- 173-1

SAS Société d'Extraction et de Transformation de la Pierre (SETP)
Route de Villers-la-Faye
21700 Comblanchien

Carrière de Buxy et Montagny-les-Buxy,
Lieux-dits « La Chaume » et « Les Chaumes »

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 516-1, R. 181-45, R. 516-1 et R. 516-2 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 9 février 2004, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09-04605 du 19 octobre 2009 autorisant la société Les Pierres Bourguignonnes à exploiter une carrière sur le territoire des communes de Buxy et Montagny-les-Buxy aux lieux-dits « La Chaume » et « Les Chaumes » ;

Vu l'arrêté préfectoral de changement d'exploitant n° DLPE-BENV-2016-190-1 du 8 juillet 2016 au profit de la Société Nouvelle Sogepierre ;

Vu la demande reçue le 15 avril 2024, présentée par M. Jean-Roch DESWARTE, Président de la société SETP, dont le siège social est situé route de Villers-la-Faye – 21700 Comblanchien, par laquelle elle sollicite l'autorisation de reprendre les activités précédemment exploitées par la société SOGEPIERRE pour ce qui concerne la carrière à ciel ouvert de pierres massives située sur le territoire des communes de Buxy et Montagny-les-Buxy, lieux-dits « La Chaume » et « Les Chaumes » ;

Vu le rapport du 22 mai 2024 et les propositions de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 3 juin 2024 ;

Vu le courrier du 3 juin 2024 par lequel le demandeur fait part de son absence d'observation ;

Considérant qu'aux termes des articles R. 516-1 et D. 181-15-1 du code de l'environnement, la délivrance de la présente autorisation prend en compte les capacités techniques et financières dont dispose le demandeur et permettant d'assumer ses obligations à compter de l'exécution de l'autorisation environnementale jusqu'à la remise en état du site ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 516-1 du code de l'environnement, la mise en activité après une autorisation de changement d'exploitant d'une carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières ;

Considérant que la société SETP justifie par un acte de propriété et des attestations de cession datées du 7 mars 2024, de la maîtrise foncière des parcelles exploitées ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1 – Changement d'exploitant

La société SAS SETP, dont le siège social est situé route de Villers-la-Faye – 21700 Comblanchien est autorisée à se substituer à la société SOGEPIERRE pour exploiter une carrière à ciel ouvert de roche massive sur le territoire des communes de Buxy et Montagny-les-Buxy, lieux-dits « La Chaume » et « Les Chaumes ».

Article 2

La présente autorisation de changement d'exploitant est accordée dans la limite des droits et des obligations attachés à l'arrêté préfectoral n° 09-04605 du 19 octobre 2009 susvisé.

Article 3

Le nouvel exploitant doit transmettre au Préfet un acte de cautionnement solidaire établi selon les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 09-04605 du 19 octobre 2009 susvisé pour un montant mis à jour selon les règles applicables.

Article 4

Le précédent acte de cautionnement solidaire en vigueur au bénéfice de la société SOGEPIERRE sera rendu caduc dès que le nouvel acte de cautionnement en vigueur et prévu à l'article 3 du présent arrêté aura été transmis au Préfet.

Article 5 - Publicité et notification

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'état dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie de Buxy et Montagny-les-Buxy dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société SETP dont le siège social est situé route de Villers-la-Faye – 21700 Comblanchien.

Article 6 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, les maires de Buxy et Montagny-les-Buxy, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée.

Fait à Mâcon, le
Le Préfet

21 JUIN 2024

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérécour citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

